

Séisme au Japon : la catastrophe nucléaire

Le quotidien radioactif des « liquidateurs » de Fukushima

Les 600 personnes présentes dans la centrale ne disposent pas toujours du matériel de protection nécessaire

Tokyo
Correspondance

Les mots peinent à traduire les conditions dans lesquelles travaillent les « liquidateurs » de la centrale nucléaire de Fukushima, ces quelque 600 travailleurs chargés de résoudre les innombrables problèmes d'une installation délabrée, où plane un danger permanent, insidieux et potentiellement mortel. Dans les décembres des réacteurs, où l'on ne parle que de radioactivité élevée et de chaleur insoutenable, 17 d'entre eux ont déjà été gravement irradiés.

Jeudi 31 mars, il est apparu que plusieurs de ces travailleurs ont mené leurs activités sans avoir été équipés de dosimètre leur indiquant la dose de radiation reçue en temps réel, une situation contraire à la loi et qui a incité le ministère de la santé à se pencher sur la gestion de la sécurité chez le propriétaire et exploitant du site, la Compagnie d'électricité de Tokyo (Tepeco).

Auparavant, l'entreprise avait reconnu un retard dans la transmission d'informations à ces techniciens concernant les niveaux de radiations dans l'un des réacteurs où ils travaillaient. Un délai qui pourrait être à l'origine de la grave contamination dont ont été victimes trois d'entre eux, le 24 mars.

A ces informations s'ajoutent les révélations sur les conditions de vie, ou plutôt de survie, des techniciens – pour la plupart employés de sous-traitants de Tepeco –, des pompiers et des soldats des Forces d'autodéfense. Le détail de leur emploi du temps a été dévoilé, le 29 mars, par Kazuma Yokota,

membre de l'Agence japonaise de sûreté nucléaire et industrielle (NISA), à son retour à Tokyo, après cinq jours passés sur le site.

Soulignant leur détermination à « faire de leur mieux », M. Yokota raconte que les travailleurs, pour la plupart relevés chaque semaine, n'ont droit qu'à deux repas par jour, le petit-déjeuner et le dîner. Au réveil, vers 6 heures, ils doivent se contenter de deux paquets d'une douzaine de barres de céréales et de packs de 180 millilitres de jus de légumes. Le soir, à l'arrêt des activités, ils avalent du riz et des conserves de poulet et de poisson, une par personne. Jusqu'au 22 mars, ils ne recevaient qu'une bouteille d'eau d'1,5 litre par jour.

Les travailleurs n'ont droit qu'à deux repas par jour, le petit déjeuner et le dîner

Les mains sont lavées à l'alcool. Inutile d'espérer une douche. Les travailleurs dorment dans des salles de réunion ou dans les couloirs, où la radioactivité peut atteindre 2 à 3 millisieverts (mSv) par heure, sachant qu'en France, la dose tolérée pour le public est de 1 mSv par an. Ils s'enveloppent d'une couverture contenant du plomb pour limiter l'exposition aux radiations. Les téléphones portables ne fonctionnent pas, ce qui interdit tout contact avec les familles, qui se trouvent souvent dans des centres d'hébergement éloignés de la centrale.

Ce témoignage a fait réagir Banri Kaieda, le ministre de l'économie, du commerce et de l'industrie, également membre de l'équipe mise en place par le gouvernement et par Tepeco pour gérer la crise de Fukushima. « Les techniciens, mais aussi les pompiers et les soldats des Forces d'autodéfense travaillent dans un environnement extrêmement dur, a-t-il reconnu. Il faut améliorer leurs conditions d'alimentation et de repos. »

Cette réaction, tardive, s'ajoute aux inquiétudes grandissantes sur la santé de ces personnels. Exposés durablement à de hauts niveaux de radiation, ils risquent de graves problèmes, comme la perte par l'organisme de sa capacité à produire des cellules sanguines. Plusieurs hôpitaux de Tokyo ont demandé qu'ils leur fournissent des échantillons de cellules souches hématopoïétiques qui pourront leur être réinjectées plus tard, en cas de besoin.

Les alentours de la centrale ne sont pas épargnés. Dans la zone d'exclusion de 20 kilomètres, dont l'extension fait débat, les policiers chargés de ramasser les corps des victimes du tsunami du 11 mars travaillent en combinaisons de protection. Ils doivent parfois renoncer, en raison de niveaux trop élevés de radioactivité. « Nous trouvons des cadavres partout, dans des voitures, dans les rivières, dans les décombres et dans les rues », raconte l'un d'eux.

Ces corps sont irradiés à un tel niveau qu'il est recommandé de ne pas les incinérer, les fumées et les cendres conservant les particules radioactives. ■

Philippe Mesmer

Yukio Edano, la voix tranquille et assurée du gouvernement nippon

Le porte-parole est l'un des possibles successeurs du premier ministre

Profil

Tokyo
Correspondant

C'est le visage d'un gouvernement qui ne brille pas par sa visibilité : Yukio Edano, secrétaire du cabinet et porte-parole du gouvernement – fonctions qui en font donc le « numéro 2 » –, est depuis trois semaines sur les écrans de télévision du monde entier. Au Japon, trois fois par jour et parfois davantage, il fait le point de la situation en direct à la télévision et répond avec calme et pondération aux journalistes.

À l'exception des « années Koizumi », premier ministre de 2001 à 2006, le Japon n'est pas un adepte de la « politique spectacle ». Le gouvernement de Naoto Kan (premier ministre depuis le 8 juin 2010) ne faillit pas à la règle de la grisaille, alors que la catastrophe actuelle appellerait, sinon une mise en scène médiatique, du moins une démonstration de la part de l'exécutif qu'il est aux commandes – ne fût-ce qu'en apparence.

Au fil des jours, l'opinion commence à prendre la mesure des risques de la catastrophe nucléaire. Mais on ne peut pas dire que le premier ministre fasse vibrer les cœurs lorsqu'il prend la parole (deux fois en trois semaines).

La maîtrise de soi d'Yukio Edano, visiblement marqué par la



Yukio Edano. TORU YAMAKANA/AFP

tâche qui lui incombe depuis le 11 mars d'être non seulement la voix du gouvernement mais aussi la manifestation de l'existence de celui-ci, est d'autant plus appréciée. A plusieurs reprises, en outre, il a donné des informations sur l'accident nucléaire infirmant les commentaires léniants de Tepeco, l'opérateur de la centrale de Fukushima.

Partisan de la fermeté

Agé de 46 ans, c'est le plus jeune homme politique à assumer les fonctions de secrétaire du cabinet. C'est un protégé de son prédécesseur dans ses fonctions, Yoshito Sengoku, plus âgé et homme des coulisses du pouvoir. Yukio Edano avait déjà occupé ce poste en 2010 avant de devoir démissionner en septembre à la suite de la défaite

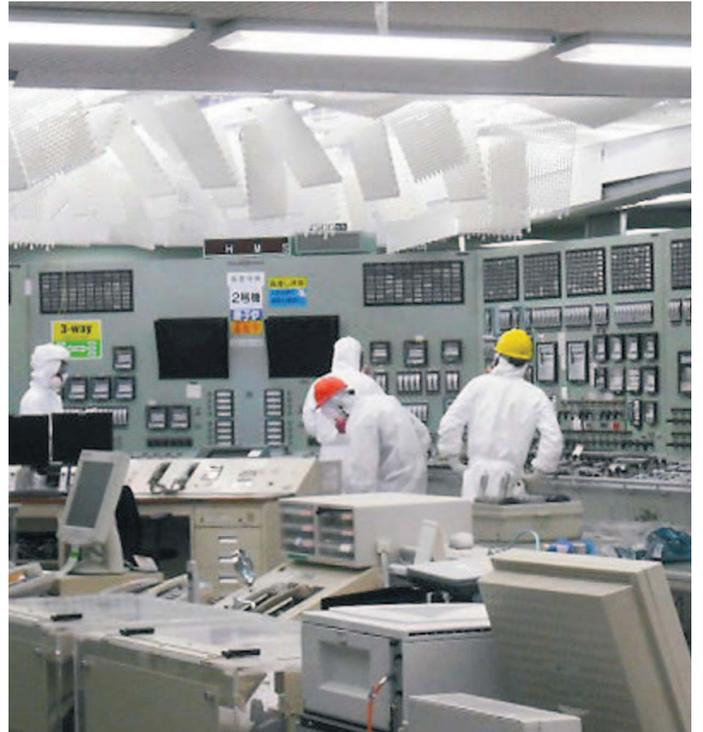
du Parti démocrate (formation gouvernementale) aux élections sénatoriales. Il a retrouvé ce poste en janvier à la faveur d'un remaniement ministériel.

Député depuis 1993 dans différentes formations d'opposition à la vie souvent brève, il a participé à la constitution du Parti démocrate en 1998. Il s'était rapproché de Naoto Kan à la suite de la démission de Yukio Hatoyama, premier chef de gouvernement démocrate, arrivé au pouvoir en septembre 2009 à la suite de la défaite du Parti libéral démocrate aux législatives.

Au sein du Parti démocrate, M. Edano appartient au groupe de l'ex-ministre des affaires étrangères Seiji Maehara (qui a dû démissionner début mars pour une affaire de fonds politiques), qui se situe à la droite de cette formation. On connaît mal ses options politiques mais il passe, en matière de politique étrangère, pour un partisan de la fermeté vis-à-vis de la Chine.

Beaucoup de commentateurs politiques pensaient que M. Edano avait été placé à ce poste de secrétaire du cabinet par son prédécesseur Yoshito Sengoku, qui pensait ainsi conserver en coulisse la haute main sur le cabinet. Mais la catastrophe a propulsé M. Edano sur le devant de la scène. Et il pourrait apparaître, le jour venu, comme un prétendant à la succession de Naoto Kan. ■

Philippe Pons



Photographie diffusée par Tepeco après le retour de l'éclairage électrique dans la salle de contrôle du réacteur n° 2 de la centrale de Fukushima, le 26 mars. - (AP)

Le laborieux pompage de l'eau contaminée

LA CENTRALE nucléaire de Fukushima est désormais une gigantesque station de pompages en tout genre. Les injections d'eau se poursuivent, à l'aide de blocs diesel, dans les cœurs des réacteurs 1 à 3 pour prévenir l'échauffement et de nouvelles dégradations du combustible.

Les piscines, où sont stockées les barres de combustible usé, continuent à être refroidies à l'eau douce par des circuits de secours ou des pompes à béton. Ces moyens de fortune connaissent

parfois des défaillances, comme sur la piscine n° 2, où une pompe est tombée en panne, puis une lance à incendie s'est révélée percée.

Ces injections ont pour corollaire des fuites d'eau qui, après avoir transité dans l'enceinte et la cuve du réacteur – désormais non étanches –, s'est chargée en radioactivité. Tepeco, le propriétaire de la centrale, est contraint à l'encore de pomper, pour éponger des flaques ou vider des tunnels inondés, dont la forte radioactivité retarde les interventions des

agents en vue de remettre en service les circuits normaux.

Faute de réservoirs disponibles, il faut prévoir des transvasements, tandis que la contamination s'étend : après une pollution maritime, Tepeco a annoncé, jeudi 31 mars, la détection d'iode 131, à une concentration 10 000 fois supérieure à la réglementation, 15 m sous la centrale. Mais l'alimentation en eau potable de la région ne serait pas menacée à terme, selon les autorités. ■

Hervé Morin

Une aide pas tout à fait désintéressée de la France au Japon

L'Archipel reste un marché important d'Areva, qui doit redorer son image

Tokyo
Correspondance

Le président de la République, Nicolas Sarkozy, la ministre de l'écologie, Nathalie Kosciusko-Morizet, la dirigeante d'Areva, Anne Lauvegeon, et toute une suite de hauts responsables et de techniciens du nucléaire... Depuis que le gouvernement nippon s'est tourné vers la France, lundi 28 mars, pour lui demander assistance afin de l'aider à sortir de la crise nucléaire provoquée par l'accident de la centrale de Fukushima, c'est un véritable défilé de responsables français au Japon.

Jeudi 31 mars, M. Sarkozy a effectué une brève visite à Tokyo. Après une rencontre avec la communauté française, qui lui a permis de rappeler l'attachement de la France au nucléaire civil, « un élément essentiel de son indépendance énergétique et de la lutte contre les gaz à effet de serre », il a eu une entrevue avec le premier ministre Naoto Kan. L'occasion de plaider pour des « normes internationales de sûreté en matière de nucléaire civil ».

M^{me} Kosciusko-Morizet, elle, reste jusqu'à samedi au Japon, afin de discuter de manière plus précise des attentes nippones. Six experts du Commissariat à l'énergie atomique (CEA) et d'Areva sont déjà dans l'Archipel. Ils devraient être une vingtaine la semaine prochaine. « Le Japon est en demande d'experte,

explique Bernard Bigot, président du CEA et membre de la délégation française, pour ramener la centrale sous contrôle, récupérer les eaux contaminées et traiter le combustible endommagé. »

Le savoir-faire de la filière nucléaire française est sollicité car la situation à laquelle est confronté le Japon s'apparente dans une certaine mesure à celle rencontrée lors du démantèlement de sites. Or, la France possède une telle expérience à Marcoule (Gard) et à Fontenay-aux-Roses (Hauts-de-Seine). Outre des moyens humains, la France propose d'envoyer des robots conçus pour intervenir dans des milieux hostiles par les techniciens du groupement d'intérêt économique Intra, cogéré par Areva, EDF et le CEA.

Départ précipité

L'autre volet de l'intervention française porte sur la période qui suivra la sortie de crise. « Depuis 2005, nous travaillons sur le post-accident », explique Philippe Jamet, commissaire de l'Autorité de sûreté nucléaire (ASN), avec l'idée de se préparer aux conséquences pour la population et pour l'environnement une fois que les émissions radioactives ont cessé. L'objectif est de partager ces réflexions avec les décideurs japonais, confrontés à des problèmes d'irradiation de zones importantes, qui menacent la santé comme l'activité économi-

que d'une partie non négligeable de la population.

Pour Areva, la mission est également de redorer une image écorchée par le départ précipité pour l'Europe des techniciens qui se trouvaient sur le site de Fukushima au moment du tremblement de terre le 11 mars. Lors d'un entretien jeudi avec Banri Kaieda, ministre de l'économie, du commerce et de l'industrie, M^{me} Lauvegeon a déclaré que son entreprise allait soutenir le Japon dans cette crise. Considérant l'électricité d'origine nucléaire comme « économique », elle a estimé qu'au niveau mondial « la politique nucléaire ne changera pas ».

Pour Areva, le Japon reste un marché important. Sa présence s'est traduite ces dernières années par la conclusion de plusieurs partenariats avec des groupes comme Mitsubishi Heavy Industries, pour différentes activités comme la production de combustible à la centrale de Tokai-Mura.

Le groupe français assume à la Hague (Basse-Normandie) le traitement des déchets nucléaires produits au Japon, son deuxième client étranger EDF. Il assure aussi un transfert de technologie vers l'Archipel pour la construction d'une importante installation de traitement à Rokkasho-Mura, sur l'île d'Hokkaido. Et Areva vend du combustible mox à plusieurs compagnies d'électricité nippones. ■

Ph. Me.